



Les sociétés militaires privées envahissent l'Amérique Latine

Par [Ricardo Martinez](#)

Mondialisation.ca, 31 octobre 2013

[RT.com](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Militarisation](#), [Transnationales](#)

Les services militaires de compagnies privées s'offrent et se demandent d'une manière croissante en Amérique Latine.

Selon les organisations civiles des droits humains et du milieu ambiant colombiennes, péruviennes et mexicaines, les corporations militaires d'origines étasunienne, anglaise, israélienne maintiennent des filiales et des entreprises affiliées dans la région, dédiées à promouvoir une gamme d'activité de sécurité, entraînement, appui logistique, formation de combat et vente d'armes légères et lourdes.

Des entreprises comme SY Coleman Corporation, Risk Incorporated, Dyncorp, XeServices (ex BlackWater), Global CST, entre autres, dominant ce rentable marché sous la tutelle et le contrôle des organes de sécurité des Etats-Unis et des pays alliés dans la dite « lutte contre le terrorisme », dans le cadre de la nouvelle doctrine de sécurité hémisphérique.

Ces jours-ci, la Commission Fiscale du Congrès du Pérou a rendu publique l'enquête menée sur trois ex ministres du pays Sud-Américain impliqués dans des contrats secrets avec la firme israélienne Global CST, à partir d'un décret adopté en 2009, sous le second gouvernement de l'ex-président Alan Garcia, qui consiste en « achat de services » d'entraînement des forces spéciales d'élite, de sécurité et d'équipements pour une valeur de 16 millions de dollars.

Sont également impliqués 20 autres ex fonctionnaires civils et militaires, dont on présume qu'ils ont fait partie du réseau de gestionnaires et consultants des services d'entraînement liés à la corporation militaire privée, après des années d'enquêtes légales, c'est en 2013 que surgit enfin au grand jour la toile des entreprises privées de la mort.

Global CST a des antécédents de vente de matériel et de services de type militaire dans les pays de la région. En Colombie, par exemple elle a prodigué ses entraînements en contre-insurrection aux troupes de l'Armée pendant la gestion de l'actuel président, Juan Manuel Santos, alors qu'il était Ministre de la Défense (2009) et chargé de la lutte contre la guérilla des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC).

D'autres entreprises israéliennes comme Alfacom, entreprise de radiocommunication et de renseignement et Security and Intelligence Advising , entreprise de capacitation en sécurité, maintiennent des opérations en Colombie offrant leurs produits au Gouvernement pour son processus de restructuration du renseignement et des corps de sécurité conventionnels.

Ce type de services correspond à un processus de transformation de l'état de quelques pays latino-américain avec une plus grande aliénation aux politiques de libre marché et une dérégulation des Armées et Polices mais sous un contrôle rigide des ressorts du pouvoir politique. Il s'agit de la pénétration du privé, progressive, à usage du monopole de la force exercé par les Etats.

En Colombie, les services d'autres entreprises similaires se déploient dans des domaines comme la dite "lutte anti narcotiques", de la même manière que dans la protection des entreprises extractives, par-dessus tout, minières et pétrolières. L'étasunienne DynCorp maintient des bases opératives dans le pays andin et reçoit des directives depuis sa base centrale en Floride.

Elle se dédie à la recherche et à la destruction de culture de stupéfiants dans des opérations sous couvertures. Elle développe des stratégies de couverture militaire et apporte un support technique aux mobilisations des troupes en louant ses propres hélicoptères et avions.

En février de l'année en cours, la firme a été confrontée à une action en justice - pour des tortures et violations de droits humains - menée par les familles des victimes, qui s'étaient opposées aux entreprises minières et à l'exploitation pétrolière dans des zones naturelles du pays ayant le cinquième rang parmi ceux qui vendent le plus de ressources énergétiques aux Etats-Unis.

Le contrôle de sites stratégiques d'entreprises multinationales fait partie des objectifs des firmes de la branche "nouvelle sécurité et développement". Il va de pair avec le harcèlement des opposants sociaux, comme les syndicalistes, les défenseurs du milieu ambiant et les paysans.

Au Mexique, le Centre d'Etude de la Sécurité Publique dénonce la mise en route d'opérations de Sy Coleman Corporation, ouvrant un appel d'offre à des ex militaire étasuniens pour l'accomplissement de travaux de surveillance aérienne dans la zone pétrolière de l'état de Veracruz, dans le golfe du Mexique.

L'organisation civile enregistre également des actions d'entraînement de la police du groupe spécial tactique de la municipalité de Léon, dans l'état de Guanajuato, zone centrale du pays aztèque, de la part de la compagnie Risk Incorporated dont le siège est à Miami.

Selon l'organisation des Etats Américains (OEA) en Amérique Latine le marché des biens et services de sécurité privé atteint 11% du total estatal et d'autre part, sans calcul exact, en contrat de "outsourcing" (logistique), armement, systèmes technologiques de pointe et intelligence opérative et cybernétique.

Pendant que cela se produit en Amérique Latine, les cas les plus notables dans le monde, de crimes de lèse humanité récents, commis par ces compagnies sous couverture de l'état, par dessus tout des Etats-Unis, restent impunis en Irak et en Afghanistan.

Les corporations militaires privées fournirent leurs services avant, pendant et après les invasions en 2001 et 2003 des pays asiatiques. Là, fut employé environs 1 contractant privé pour chaque soldat étasunien. En réalité, il s'agissait d'une armée d'invasion à deux têtes, une privée et l'autre de l'état, les mêmes qui sévissent aujourd'hui dans l'hémisphère américain.

Source en espagnol : [Alternativa Latinoamericana: Las empresas militares privadas penetran Latinoamérica](#)

Traduction Anne Wolff

Texte complet en espagnol :

<http://actualidad.rt.com/blogueros/ricardo-martinez/view/109320-empresas-militares-privadas-penetran-latinoamerica>

Note de la traductrice

Ce texte prend place parmi une série d'autres décrivant les modes actuels de la militarisation de l'Amérique Latine qui font apparaître toujours plus clairement

1) Que les dits « intérêts et sécurité des Etats-Unis » se confondent toujours d'avantage avec ceux de méga transnationales qui instrumentalisent autant le régime de Washington qu'un Pentagone doté de toujours plus de pouvoirs sans nécessité de recours à l'aval des élus de la « démocratie », président inclus.

Que les dites « lutte contre le narco trafic et contre le terrorisme » se confondent toujours d'avantage avec la répression des résistants à la main mise des transnationales sur les ressources de leur pays, avec la complicité des oligarchies locales et de certains gouvernements de la région.

2) Que les armées privées et celles de plusieurs états – à commencer par les Etats-Unis et Israël, sont toujours plus imbriquées l'une dans l'autre, du personnel circulant des unes aux autres qui fréquentent également les mêmes clubs de loisirs ou d'entraînement, des entraînements conjoints étant pratiqués aussi officiellement par des troupes disposant de matériel similaire fourni par les mêmes marchands d'armes, étasuniens et israéliens en tête.

Pour faire le lien entre la Palestine, laboratoire d'un nouveau mode de génocide et d'un nouvel apartheid et les propos ci-dessus, pour mettre en évidence le type de mentalité dont sont victimes aujourd'hui en même temps que les Palestiniens, indigènes et résistants en Amérique Latine, quelques extraits d'un texte dont je vous recommande vivement la lecture : [Comment Israël fait de l'argent avec du sang](#), surtout à ceux qui n'auraient par encore compris quel sorte d'état criminel est l'état d'Israël,

[...] Le mastodonte de l'armement israélien a un chiffre d'affaires de plus de 7 milliards de \$ et comme le révèle Feldman, ce succès phénoménal est dû à l'expérience, acquise en testant l'armement sur la population palestinienne dans les laboratoires militaires israéliens que sont Gaza et la Cisjordanie.

« Je pense que le principal produit que vendent les Israéliens, en particulier au cours de la dernière décennie, c'est l'expérience ... le fait que les produits ont été testés, l'expérience : c'est la chose essentielle qu'ils [les clients] viennent acheter. Ils veulent le missile qui a été tiré dans la dernière opération à Gaza, ou le fusil utilisé lors du dernier raid en Cisjordanie ». [...]

[...]Général (retr.) Amiran Levin : « Je voudrais mentionner un point, parlant de Gaza, parlant du Liban et d'autres endroits que nous occuperons dans le futur. Puisque nous voulons maintenir l'équilibre, comme un pays développé, le châtement comme stratégie devrait être l'élément majeur ... C'est la chose la plus importante, la quantité est plus importante que la qualité. La faute que l'armée commet, c'est de juger chaque cas individuellement, que la personne mérite de mourir ou non. La plupart de ces gens sont nés pour mourir, nous avons juste à les aider ».

La source originale de cet article est RT.com
Copyright © Ricardo Martinez, RT.com, 2013

Articles Par : Ricardo Martinez

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca